



Amnesty International est un mouvement mondial réunissant plus de sept millions de personnes qui agissent pour que les droits fondamentaux de chaque individu soient respectés.

La vision d'Amnesty International est celle d'un monde où chacun peut se prévaloir de tous les droits énoncés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et dans d'autres textes internationaux relatifs aux droits humains.

Essentiellement financée par ses membres et les dons de particuliers, Amnesty International est indépendante de tout gouvernement, de toute tendance politique, de toute puissance économique et de tout groupement religieux.



Amnesty International, Secrétariat international
Peter Benenson House, 1 Easton Street
WC1X 0DW, Royaume-Uni

Index : MDE 24/004/2015, French, February 2015



**SOUFFRANCES,
ESPOIR ET
RÉINSTALLATION :**
DES RÉFUGIÉS SYRIENS
RACONTENT.

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Amnesty International s'est entretenue avec des réfugiés de Syrie au Liban, en Jordanie et en Irak. Ils nous ont raconté ce qu'ils ont perdu, leurs incertitudes, leurs souffrances, leurs espoirs et leurs rêves. Voici leur histoire.

Comme beaucoup des réfugiés de Syrie qu'Amnesty International a rencontrés, Nadia rêve d'un meilleur avenir, pour elle-même mais surtout pour son fils, adolescent. Elle fait partie des quatre millions de réfugiés¹ ayant fui le violent conflit qui frappe la Syrie, qui a fait plus de 190 000 morts² et qui a brisé des foyers, des familles, détruit des moyens de subsistance et anéanti tout semblant de normalité. Son fils a maintenant rejoint les quelques 1,7 millions d'enfants réfugiés³ de Syrie, qui risquent de devenir une « génération perdue »⁴. Comme beaucoup d'autres jeunes réfugiés, il doit surmonter bien des difficultés pour aller à l'école et à des conditions de vie très dures. Nadia a raconté à Amnesty International : « L'école est très loin. Mon fils prend le bus. Parfois, je n'ai même pas assez d'argent pour lui acheter un ticket de bus, alors il reste à la maison. Nous sommes très pauvres. Parfois nous n'avons rien à manger. »

L'impact du conflit sur les populations touchées ne réside pas uniquement dans le nombre impressionnant de personnes déplacées depuis quatre ans. Derrière chaque chiffre se cache un visage, un nom, une personne qui a souffert des pertes incommensurables et qui espère un avenir meilleur.

Ce document présente les histoires vécues par huit familles ou individus qui ont fui la Syrie pour échapper au conflit. Elles sont issues d'entretiens menés par Amnesty

International au Liban, en Jordanie et en Irak⁵ entre octobre et décembre 2014. Ces histoires ont été raccourcies pour être plus faciles à lire mais nous avons gardé les mots employés par les réfugiés pour raconter ce qu'ils ont vécu et expliquer ce qu'ils ressentent. Les réfugiés interrogés ici sont extrêmement vulnérables et vivent dans des conditions très dures : ils ont de ce fait besoin d'être réinstallés dans un autre pays sûr, en-dehors de la région voisine à la Syrie⁶.

Yara, une syrienne mère de quatre enfants partie chercher une vie plus sûre au Liban, a raconté à Amnesty International : « La santé de mon fils se détériore et j'aimerais vraiment le soigner. Les Nations unies m'ont inscrite pour que je sois réinstallée mais je ne sais pas si ça va se faire. »

Selon le HCR, l'agence des Nations unies pour les réfugiés, 378 684 réfugiés de Syrie, répartis dans les cinq principaux pays d'accueil (Turquie, Liban, Jordanie, Irak et Égypte), ont besoin d'être réinstallés en raison de vulnérabilités particulières, notamment de problèmes de santé importants, de leur sexualité, de leur genre ou d'un handicap⁷. C'est pourquoi Amnesty International demande une augmentation des réinstallations au niveau mondial pour accueillir, avant la fin de 2016, 380 000 réfugiés syriens qui vivent actuellement dans les cinq principaux pays d'accueil. Si ce chiffre est atteint, ce serait 10 % de la population réfugiée de Syrie



dans ces pays qui serait réinstallée dans des pays extérieurs à la région.

Dans certains cas, la vulnérabilité des réfugiés et la nécessité de les réinstaller viennent d'un grave problème de santé ou d'un handicap qui ne peuvent pas être soignés là où ils se trouvent. D'autres sont victimes de harcèlement, parfois en raison de leur sexualité ou, pour les femmes, parce qu'elles n'ont pas de mari. Certains ont fait l'objet de graves violences, ont été arrêtés, emprisonnés et torturés en Syrie et ne peuvent pas obtenir les soins dont ils ont besoin.

Pour les réfugiés vulnérables, pouvoir commencer une nouvelle vie dans un autre pays peut avoir des conséquences énormes, c'est une bouée de sauvetage et une chance de vivre en paix. Mais pour ce faire, il faut que les pays plus riches se



mobilisent, ouvrent leur porte et accueillent des réfugiés de Syrie. Plusieurs solutions sont possibles : programmes de réinstallation ou autres formes d'admission, notamment accueil pour raisons humanitaires, réunion familiale, parrainages et visas. Pour plus de simplicité, toutes ces méthodes seront réunies ici sous le terme de « réinstallation ».

Dans le présent document, les réfugiés décrivent avec leurs propres mots ce qu'ils ont vécu avant le conflit en Syrie, le déclenchement de la crise, leur voyage vers les pays voisins et leur sort de réfugiés. Beaucoup racontent leurs espoirs et leur rêve d'un avenir plus sûr.

La principale raison qui a poussé les personnes interrogées à fuir la Syrie était la crainte qu'eux-mêmes ou des membres

de leur famille ne soient blessés ou tués. Ils ont assisté à des bombardements aléatoires, des descentes dans les maisons, ont vu des habitations détruites et des personnes blessées ou tuées. Les parents ont expliqué qu'ils ne craignaient pas seulement pour leur propre sécurité mais qu'ils voulaient aussi protéger leurs enfants des violences et leur garantir un meilleur avenir, loin du conflit.

Nadia, mère d'un garçon de 14 ans, a raconté à Amnesty International : « J'ai entendu dire qu'ils enlèvent les enfants et violent les femmes. J'avais très peur. Le bruit des bombes effrayait beaucoup mon fils... J'avais peur pour mon fils donc je l'ai emmené en Jordanie. »

Une fois parvenus à quitter la Syrie, les réfugiés décrivent leur vie au Liban, en Jordanie et en Irak et parlent des

Ci-dessus : Il n'y a pas de camps formels pour les réfugiés syriens au Liban. Les tentes de Freij dans la vallée de la Bekaa forment l'une des quelque 1 400 agglomérations informelles du pays.

Couverture : Des gens transportent leurs biens dans un camp de réfugiés après être arrivés en Turquie depuis la Syrie. Septembre 2014.

© Carsten Koall/Getty Images



conditions très difficiles qu'ils connaissent et de leurs luttes quotidiennes. Certains réfugiés comme Qasim ont fui principalement en raison de leur état de santé et des besoins de leur famille. Qasim et sa fille souffrent tous deux d'une maladie appelée éléphantiasis, qui se traduit par « des manifestations cliniques stigmatisantes et invalidantes »⁸. « Ma fille, qui a maintenant 14 ans, a le même problème. Pendant le dernier ramadan, une ONG locale a amené ma fille chez un médecin et nous avons découvert qu'elle est atteinte d'éléphantiasis. Nous n'avons pas les moyens de payer le traitement et il n'est pas disponible dans la région. » Qasim fait partie des quelques 53 000 réfugiés palestiniens qui ont fui la Syrie pour s'installer au Liban⁹.

Mariam a trois enfants. Elle s'est réfugiée en Jordanie et a raconté à Amnesty International : « En Syrie, j'avais peur d'être violée, arrêtée ou tuée et ici, j'ai peur pour mes filles. Si vous êtes malade ou si vous tombez, il n'y a personne pour vous aider. J'ai du mal à acheter des choses pour mes filles. » Yara, Nadia et Mariam, qui sont mères célibataires, doivent se battre tous les jours pour s'occuper de leur famille.

Les femmes qu'Amnesty International a rencontrées ont raconté qu'elles se faisaient harceler dans la rue, comme Yara, qui nous a expliqué ce qu'elle a vécu au Liban : « Je voulais inscrire mon fils (âgé de sept ans) à l'école. Il n'arrêta pas d'insister pour que je l'inscrive. J'étais en train de marcher pour [aller inscrire mon fils à l'école] quand des hommes, certains avec des armes, m'ont encerclée et se sont mis à me harceler. J'avais très peur. » D'autres réfugiés, comme Hamood, ont été harcelés dans la rue et victimes de sévices en raison de leur homosexualité : « On est menacés dans la rue tous les jours. Parfois, on attend qu'il fasse nuit [pour sortir]. On adore la pluie parce que les rues sont alors vides. »

Certaines familles et personnes rencontrées ont aussi décrit leurs conditions d'extrême pauvreté, l'absence de travail et les incertitudes de la vie en tant que réfugié. Tous ont des espoirs et des rêves pour l'avenir.

Toutefois, si le nombre d'offres de réinstallation n'augmente pas considérablement, beaucoup de réfugiés vulnérables continueront à vivre dans des conditions extrêmement difficiles. Jusqu'à présent, la communauté

internationale a très peu fait. Au total, les pays riches n'ont offert que 79 180 places de réinstallation¹⁰, soit le cinquième de ce qui est nécessaire. Ce nombre de places ne représente que 2,1 % des 3,8 millions de réfugiés de Syrie en Turquie, au Liban, en Jordanie, en Irak et en Égypte. Si l'on exclut l'Allemagne, les 27 autres pays de l'Union européenne n'ont offert que 9 114 places, ce qui ne correspond qu'à 0,24 % des réfugiés de Syrie dans les principaux pays d'accueil. Les six pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) n'ont proposé aucune réinstallation¹¹.

Le conflit continue à faire rage et la situation des réfugiés à se détériorer. À eux cinq, la Turquie, le Liban, la Jordanie, l'Irak et l'Égypte accueillent 95 % de la population totale des réfugiés de Syrie¹². Cet afflux a, à des degrés divers, eu des conséquences importantes sur l'économie de ces pays et pesé sur leurs infrastructures¹³. Les cinq pays en question ont imposé des restrictions sur l'entrée de personnes fuyant le conflit en Syrie, laissant des dizaines de milliers d'entre elles, voire d'avantage, prises au piège du conflit¹⁴. De plus, en raison de l'insuffisance des fonds alloués à l'aide humanitaire dans la région en 2014, de nombreux réfugiés ont dû se battre pour



survivre face à la réduction des aides financières et de l'assistance¹⁵. En décembre 2014, les Nations unies ont lancé un appel de fonds pour obtenir 5,5 milliards de dollars, qui seront nécessaires en 2015 pour apporter une aide humanitaire aux réfugiés et aux communautés d'accueil vulnérables dans la région¹⁶.

Dans ce contexte, il est crucial que la communauté internationale fasse tout ce qui est en son pouvoir pour réinstaller beaucoup plus de réfugiés en-dehors de la région avoisinante à la Syrie.

Il est plus urgent que jamais d'appeler les dirigeants des pays riches du monde entier à ouvrir leur cœur et leurs bras aux réfugiés les plus vulnérables de Syrie et à leur apporter un avenir fait de paix et de sécurité.

De gauche à droite : Le camp de réfugiés de Zaatari, dans le nord-est de la Jordanie, abrite plus de 80 000 réfugiés syriens.

Novembre 2014. Le camp de Darashakran est l'un des huit camps de réfugiés syriens dans la région irakienne du Kurdistan. Décembre 2013. L'intérieur d'une tente du camp de Darashakran. Décembre 2013.

LA RÉINSTALLATION : QU'EST-CE QUE C'EST ET POURQUOI C'EST IMPORTANT ?

La réinstallation¹⁷ est le transfert de réfugiés vulnérables depuis un pays où ils ont fui dans un premier temps vers un pays tiers sûr où ils peuvent commencer une nouvelle vie dans la dignité.


La réinstallation concerne les réfugiés qui font face à des difficultés majeures ou qui sont particulièrement vulnérables. La réinstallation lève aussi un peu la pression qui pèse sur les pays accueillant un grand nombre de réfugiés.

Après la deuxième guerre mondiale, l'idée selon laquelle, en période de grands mouvements de population, la coopération internationale serait cruciale a émergé. La Convention relative au statut des réfugiés de 1951 établit clairement le principe du partage de la charge et des responsabilités internationales¹⁸.

Dans un premier temps, le HCR identifie les réfugiés vulnérables en fonction de critères définis. Sont notamment prioritaires pour la réinstallation les personnes suivantes : celles qui ont des

besoins médicaux ou des handicaps importants ; celles dont la sécurité est en danger ; les survivants de violences et de tortures ; les femmes et les filles dans des situations à risque ; les enfants et les adolescents dans des situations à risque ; les lesbiennes, gays, personnes bisexuelles, transgenres et intersexués (LGBTI). Les dossiers des réfugiés identifiés par les Nations unies sont transmis aux pays de réinstallation, qui décident s'ils accordent ou non une place. Si la place est acceptée, ces gouvernements doivent faciliter de manière active le transport des réfugiés, en toute sécurité, vers le pays d'accueil et les aider à s'y intégrer.

En plus de la réinstallation coordonnée par le HCR, Amnesty International encourage les autres méthodes de réinstallation des réfugiés dans des conditions sûres, notamment au moyen d'autres programmes d'admission, par exemple les admissions humanitaires, la réunion familiale ou le parrainage, dans la mesure où ces programmes garantissent les droits des réfugiés.

A close-up photograph of a woman wearing a black niqab, with only her eyes visible through a narrow slit. She is looking directly at the camera with a serious expression. In the foreground, a young child with dark hair is looking down and to the right. The child is wearing a light green t-shirt with a colorful graphic. The background is slightly out of focus, showing vertical lines that could be window blinds or a wall.

“J’ai découvert que mon mari avait été tué. Personne ne m’a averti - j’ai découvert sur YouTube [...]”

YARA, 23 ANS, A QUATRE ENFANTS, MAHDI (7 ANS), MARIAM (6 ANS), MOHAMED (3 ANS) ET MUTANAMA (2 ANS).

Yara est originaire de Dayr al Zor, dans l'Est de la Syrie, et vit seule avec ses quatre jeunes enfants. Elle a expliqué à Amnesty International que son mari est mort en prison et qu'elle l'a appris par une vidéo postée sur YouTube.

Mutanama, son fils de deux ans, a une ouverture dans la colonne vertébrale, par laquelle du liquide fuit jusqu'à son cerveau. Depuis son arrivée au Liban en octobre 2012, la santé de Mutanama s'est détériorée. Lorsque Yara a essayé d'inscrire un autre de ses enfants à l'école, elle s'est retrouvée encerclée par des hommes qui l'ont harcelée. Yara et ses enfants ont souvent déménagé en raison des loyers inaccessibles et du harcèlement et des violences constantes que sa famille lui a fait subir parce qu'elle refusait de se remarier.

Yara : Mon mari a été arrêté par les autorités syriennes à la frontière [libano-syrienne]. Je n'avais personne pour m'aider et les gens se faisaient tuer dans les bombardements et dans des massacres donc nous [sa famille] avons fui.

J'ai découvert que mon mari avait été tué. Personne ne m'a averti - j'ai découvert sur YouTube que mon mari était détenu dans une prison [syrienne]. Il a été tué en prison et ensuite, ils ont jeté son corps dehors et les rebelles ont mis la vidéo sur YouTube. J'ai vu la vidéo qui montrait sa photo après qu'il ait été tué. L'un des cheikhs [chefs religieux] m'a dit que mon mari avait été tué et m'a montré une photocopie de sa carte d'identité.

Ensuite, ceux qui l'ont enterré m'ont contacté et m'ont dit : « ton mari a été tué, viens prendre son corps ». Mais on n'a pas pu aller jusqu'à l'endroit où il était. Alors, ce sont ces gens qui l'ont enterré.

Au Liban, j'ai beaucoup bougé. Je n'ai pas les moyens de payer un loyer. Je ne peux pas vivre avec mes parents parce qu'ils ont une toute petite maison et il y a déjà trois familles qui vivent [là]... [Ma famille] pense qu'il faut que je me marrie parce qu'une femme ne doit pas rester célibataire... Ils m'ont suivi jusqu'à la mosquée et m'ont frappée en disant qu'il n'était pas convenable pour une femme de vivre seule... [Mais] mon fils est très malade et je dois [souvent] l'emmener à l'hôpital. Le médecin [a dit] qu'il ne fallait pas qu'il vive dans une maison où il y a trop de monde car il attraperait des maladies.

Mutanama [fils de deux ans] a une ouverture dans la colonne vertébrale depuis [sa naissance] et il a un appareil dans la tête. Quand ils l'ont opéré du dos, il n'avait que trois jours. Ils ont mis un appareil dans sa tête parce qu'à cause de l'ouverture, de l'eau pourrait entrer dans son cerveau et l'appareil draine l'eau. Son système immunitaire est faible.

En tant que réfugiée, tout est difficile ; surtout ici, au Liban, c'est très difficile. Beaucoup de gens disent de mauvaises choses sur moi et me harcèlent. Avant, je travaillais dans la bibliothèque d'un cheikh. J'ai pris un taxi et j'ai dit au chauffeur que je voulais aller sur la route

de l'aéroport. Il m'a amenée sur Khaldi Road. Il a commencé à me harceler et m'a proposé son argent et m'a demandé de rester avec lui et d'être sa compagne. Je voulais sauter de la voiture [quand] on est arrivés à un poste de contrôle.

Je voulais inscrire mon fils [âgé de sept ans] à l'école. Il n'arrêtait pas d'insister pour que je l'inscrive. J'étais en train de marcher pour [aller inscrire mon fils à l'école] quand des hommes, certains avec des armes, m'ont encerclée et se sont mis à me harceler. J'avais très peur.

La santé de mon fils se détériore et j'aimerais vraiment le soigner. Les Nations unies m'ont inscrite pour que je sois réinstallée mais je ne sais pas si ça va se faire. Je n'ai personne pour m'aider à m'occuper des enfants, personne pour m'aider à payer un loyer. C'est une vie difficile, je m'en sors à peine.

[Nous demandons aux enfants de Yara : « Qu'est-ce que vous aimez faire ? »]

Mariam : J'aime jouer avec des amis.

Mahdi : J'aime aller à la mer. Je ne veux surtout pas retourner en Syrie, il n'y a pas la mer [là où j'habite] en Syrie.

Yara : Ils viennent de voir la mer pour la première fois ici. Ils ne sortent presque jamais donc ils se sentent enfermés, comme dans une prison. Quand ils sont venus ici et qu'ils ont vu la mer, ils voulaient passer la journée là-bas.





“Je veux juste que mes enfants aillent à l'école et qu'Elias soit soigné.”

MAHER (35 ANS), HOUDA (30 ANS), ELIAS (12 ANS), IBRAHIM (9 ANS), YUSRA (3 ANS).

Maher, Houda et leur famille ont quitté la Syrie et vivent depuis août 2013 dans le camp de réfugiés de Qushtapa, dans la région du Kurdistan irakien. En 2012, ils ont appris qu'Elias, leur fils de 12 ans, avait un cancer et ils ont eu beaucoup de difficulté à le faire soigner au milieu du conflit. L'hôpital a essuyé des tirs d'obus alors qu'Houda et Elias se trouvaient à l'intérieur. Lorsqu'Elias a perdu ses cheveux en raison de son traitement contre le cancer, Maher s'est aussi rasé la tête pour qu'Elias « ne sache pas que c'était à cause des médicaments ». Ils veulent être réinstallés pour que leur fils puisse se faire soigner et que leurs enfants aillent à l'école.

Maher : Nous sommes tous arrivés au camp de réfugiés de Qushtapa ensemble. Cela fait un an et quatre mois. J'ai fui à cause de la guerre et parce que je ne pouvais pas trouver de quoi gagner ma vie. Mon fils a un cancer. Il se faisait soigner à Damas. C'était très difficile de le faire soigner parce que l'hôpital qui s'occupait de mon fils était dans un autre quartier. C'était une zone violente et à chaque fois que j'emmenais mon fils pour son traitement, il y avait des snipers et des échanges de tirs. C'était très dangereux mais on devait y aller pour mon fils. Elias souffre d'un cancer du pancréas et nous devons l'emmener à l'hôpital toutes les trois semaines pour son traitement.

Quand il a eu son traitement, il a perdu ses cheveux et je me suis aussi rasé la tête pour qu'il ne sache pas que c'était à cause des médicaments. Un jour qu'on rentrait de Damas à Qamishly, Jabhat al Nusra [un groupe armé] a arrêté le bus et

voulait me punir parce que j'avais rasé ma tête et j'ai dû expliquer pourquoi.

Houda : À chaque fois que j'emmenais Elias à l'hôpital pour son traitement, je voyais beaucoup de combats. Il y avait d'intenses échanges de tirs et des balles atteignaient l'hôpital. J'ai appelé mon mari et je lui ai dit : « Écoute, j'ai vraiment peur ». Il était devant l'hôpital et le médecin est venu et a dit : « Toutes les femmes doivent sortir des pièces et rester dans les couloirs parce que dans les pièces, il y a des fenêtres ». On a commencé à crier et à pleurer et on a été touchés par deux obus. Le plafond du deuxième étage s'est écroulé. Toutes les vitres ont éclaté.

Maher : ...Quand j'ai entendu les obus, j'ai couru à l'étage pour essayer de la chercher. Il y avait un grand trou dans l'un des plafonds. Je ne suis pas parti avec mon fils, je ne suis pas sorti. Je suis resté là-bas pour qu'il puisse recevoir son traitement parce que les médecins sont restés aussi. Comme les médecins sont restés, on est tous resté. Le bombardement continue toujours.

On détestait vraiment nos vies. Quand on est sorti de l'hôpital et qu'on a eu les médicaments [pour Elias], on est parti. La vie est très difficile ici parce qu'on a besoin de médecins et de médicaments pour Elias. On a beaucoup souffert pour qu'il puisse être soigné. Avant de quitter la Syrie, on lui faisait une analyse de la moelle osseuse tous les trois mois, puis tous les six mois. Cela fait un an et quatre mois qu'on est ici et il n'a pas eu d'analyse. Ils ont dit qu'ils ne feraient plus de radios et qu'il fallait qu'on l'emmène dans un hôpital privé... Il n'y a aucune aide pour mon enfant, rien.

Je suis vraiment heureux à la perspective d'être réinstallés en Europe parce que là-bas, les soins sont nettement meilleurs. Cela suffit à se sentir humain là-bas.

Houda : Je veux juste que mes enfants aillent à l'école et qu'Elias soit soigné.

JAMAL (27 ANS) ET SAID (21 ANS).

Jamal et Said sont un couple homosexuel, tous deux journalistes. Ils ont été arrêtés et détenus en Syrie en raison de leurs activités politiques. Ils sont arrivés au Liban en mai 2014. Jamal est séropositif au VIH. Il a du mal à payer son traitement et a essayé de se suicider quand il en a découvert le prix. Il a un chat qui s'appelle Piqa, qu'il adore. Ils habitent à Beyrouth et gagnent juste assez pour payer leur loyer et leur nourriture. Jamal et Said espèrent qu'ils pourront être réinstallés pour pouvoir tous deux finir leur diplôme universitaire et être des « membres plus productifs de la société ».

Said : Nous nous sommes rencontrés dans un bar et [nous avons découvert] qu'on travaillait tous les deux dans le secteur des médias et qu'on avait un intérêt commun pour le travail dans le domaine politique. On s'est retrouvés plusieurs fois et on a commencé à sortir ensemble. Notre relation n'était pas publique - seuls nos amis très proches étaient au courant. Notre relation est l'une des raisons pour lesquelles nous avons quitté la Syrie. Nous avons reçu des menaces de plus d'un parti politique. Nous étions dans un parti d'opposition et lors des élections, nous avons fait campagne contre le président élu. Tout le monde sait que nous sommes membres de ce parti et que nous travaillons dans un média. J'organisais souvent des manifestations.

Jamal : J'ai reçu des menaces sur Facebook parce que je dessinais beaucoup de caricatures contre le régime. J'ai été arrêté pendant deux mois et après ma libération, j'ai découvert qu'ils avaient piraté mon compte Facebook et avaient essayé d'effacer mes dessins... Quand je suis parti au Liban, toutes les archives que je gardais chez moi ont été jetées et je n'ai plus que des copies informatiques.

[Le chat de Jamal fait des bonds dans toute la pièce] J'aime les chats ; je les adore. En Syrie, j'en avais un qui s'appelait Piqey et celui-là s'appelle Piqa.



© Amnesty International

Said : On ne parle jamais [ensemble] du temps qu'on a passé en détention... Ils m'ont lié les mains et m'ont attaché au plafond et m'ont torturé à l'électricité. Il y avait une cellule, et vous pouviez voir à l'intérieur, à travers la porte de la cellule, où l'un des prisonniers se faisait torturer. [Les autres prisonniers] étaient obligés de regarder les tortures infligées à ce détenu. S'ils fermaient les yeux ou détournaient le regard, ils les frappaient. Ils nous blessaient avec des couteaux [nous montre des cicatrices à l'épaule].

“J’ai envie de continuer mes études, de me sentir en sécurité et stable pour continuer à vivre ma vie. Jamal et moi n’envisagerions jamais de nous asseoir sans rien faire parce qu’on était très actifs, que ce soit dans notre ancien travail en tant que journalistes ou dans la société civile.”

Jamal : Je suis séropositif et nous étions dans une très petite pièce, il y avait environ 100 détenus en tout. Quand un nouveau arrivait, il restait debout pendant longtemps [en raison du surpeuplement]. Quand je suis arrivé la première fois, je suis resté debout environ 10 heures. Il y avait des adolescents dans la même pièce [que nous] et des personnes qui avaient des troubles mentaux ; d'autres avaient reçu des balles aux jambes ou aux mains.

Ma santé s'est détériorée en prison. Dans le coin, il y avait des petites toilettes que tout le monde [utilisait] et on [prenait] aussi nos douches là, avec de l'eau froide. J'étais malade et parfois je m'évanouissais. Quand j'ai été très malade, je leur ai dit que j'étais séropositif en pensant qu'ils amèneraient un médecin, des médicaments ou des antibiotiques, ou même qu'ils me libèreraient. Mais ils m'ont envoyé à l'isolement parce qu'ils ont eu peur que je contamine les autres [il rit de leur réaction]. J'ai été remis en liberté après deux mois de détention.

[Une fois libéré] un médecin a vu que [ma santé] se détériorait et a demandé des examens. Il [a dit] que je devais commencer un traitement tout de suite. J'ai appris que [les médicaments] coûtaient environ 600 dollars par mois et je n'avais pas assez d'argent. J'ai fait une dépression et j'ai essayé de me suicider. Ce qui me fait le plus peur, c'est de ne pas avoir d'endroit où vivre, en plus du fait de ne pas pouvoir payer les médicaments.

Said : On écrit des papiers sur la Syrie en tant que journalistes indépendants. J'ai envie de continuer mes études, de me sentir en sécurité et stable pour continuer à vivre ma vie. Jamal et moi n'envisagerions jamais de nous asseoir sans rien faire parce qu'on était très actifs, que ce soit dans notre ancien travail en tant que journalistes ou dans la société civile. Quand on est arrivés au Liban, on s'est donc mis à chercher du travail, pour être des membres productifs de la société.

QASIM (34 ANS).

Qasim est un réfugié palestinien du camp de Deraa, au sud de la Syrie. Il est arrivé au Liban en décembre 2013 après que la maison de sa famille ait été détruite lors de bombardements aériens. Il a une fille et un fils et sa femme est enceinte. Ils vivent dans un camp de réfugiés. Qasim souffre d'une maladie appelée éléphantiasis et ne peut pas trouver des soins adéquats. Il s'inquiète pour sa fille, atteinte de la même maladie. Avant la crise, il a été opéré en Jordanie mais en raison d'une erreur médicale, il risque aujourd'hui d'avoir les deux jambes amputées. Au cours de son entretien avec Amnesty International, Qasim était très bouleversé et a éclaté en sanglots plusieurs fois tellement il est inquiet pour sa fille.

Qasim : J'ai une fille, un fils et ma femme est enceinte. Nous vivons dans une maison dans le camp de Burj Barajneh [un camp installé en 1948 au sud de Beyrouth pour les réfugiés palestiniens].

“À chaque traitement, j’attends de mourir. Ça m’est égal si je suis soigné ou pas mais je veux que ma fille soit soignée.”

Avant de nous installer à Burj Barajneh, nous avons passé un mois dans un entrepôt à Burj Hammoud [un quartier de Beyrouth] mais il y avait plein de rats donc nous sommes venus à Burj Barajneh et nous avons trouvé une maison.

J'ai une maladie appelée éléphantiasis. Elle est causée par les ganglions lymphatiques qui se bouchent. Cela fait 17 ans que j'en souffre... J'ai pris des médicaments en Syrie et j'ai eu trois opérations.

L'été dernier, le régime est arrivé et il y a eu des raids aériens là où j'habitais. Quand le bombardement a commencé, j'ai eu des problèmes au tympan à cause de ça et j'ai eu une fracture du crâne. Ma maison a été détruite mais j'ai réussi



à sortir avec ma famille. C'est pour ça que nous sommes venus au Liban.

Ma jambe a commencé à grossir et si je ne me fais pas soigner [cela va empirer]. Ma fille, qui a 14 ans maintenant, a le même problème. Pendant le dernier ramadan, une ONG locale a amené ma fille chez un médecin et nous avons découvert qu'elle est atteinte d'éléphantiasis. Nous n'avons pas les moyens de payer le traitement et il n'est pas disponible dans la région. J'ai été opéré en Jordanie mais ils ont fait

une erreur et aujourd'hui, je risque de devoir me faire amputer des jambes.

Les Nations unies ne peuvent pas m'aider. À chaque traitement, j'attends de mourir. Ça m'est égal si je suis soigné ou pas mais je veux que ma fille soit soignée.

Jarahieh, une agglomération informelle pour les réfugiés syriens de la vallée de la Bekaa, au Liban.

Au Liban, de nombreux réfugiés vivent dans des logements inadéquats, inachevés ou surpeuplés. Septembre 2014





NADIA (47 ANS).

Nadia est originaire de la ville de Homs et vit avec son fils de 14 ans. Elle a fui la Syrie à cause du conflit et craint pour l'avenir de son fils unique. Son mari est décédé il y a des années et son frère qui l'avait aidé est mort à son tour. Elle est arrivée en Jordanie en août 2011 mais trouve la vie très chère. Elle a expliqué à Amnesty International que parfois ils n'ont rien à manger et ne peuvent pas payer l'électricité. Elle veut que son fils reçoive une éducation et l'encourage à étudier. Nadia ne sait pas comment elle va s'en sortir après mai 2015 parce qu'elle a peur de ne pas pouvoir payer le loyer. Elle veut être réinstallée pour que son fils ait un « avenir » et se dit « prête à aller dans n'importe quel pays qui m'accepte ».

Nadia : Nous avons quitté Homs en raison du conflit. C'est dangereux là-bas. Je ne pouvais pas envoyer mon fils à l'école. J'ai entendu dire qu'ils enlèvent les enfants et violent les femmes. J'avais très peur. Le bruit des bombes effrayait beaucoup mon fils... J'avais peur pour mon fils et on est donc partis en Jordanie. Je suis venue toute seule [son mari est mort il y a dix ans], juste mon fils et moi. Mon frère travaillait en Jordanie et il m'a aidé à venir [en Jordanie] mais il est mort d'un cancer.

En Syrie, la vie était vraiment agréable. Nous avions une belle maison. Tout était luxueux, pas comme ici. J'ai pris ce tapis [qui couvre le sol de sa chambre] dans la mosquée [en Jordanie]. J'ai loué cette maison meublée. Si vous me disiez de partir maintenant, je prendrais mes habits et ceux de mon fils et je partirais.

C'est très cher ici, contrairement à la Syrie. Je n'ai même pas assez pour payer l'électricité. J'ai vis très pauvrement... L'école est très loin. Mon fils prend le bus. Parfois, je n'ai même pas assez d'argent pour lui acheter un ticket de bus, alors il reste à la maison. Nous sommes très pauvres. Parfois nous n'avons rien à manger. Parfois, mon voisin me demande de lui faire à manger et il me donne de l'argent et de temps en temps mon fils va à la mosquée et ils lui donnent de l'argent.

“Je veux aller quelque part où je n'aurai absolument pas à dépendre de la charité. Ma vie d'avant me manque tellement, j'avais de la dignité. Je dois tout le temps mendier [elle éclate en sanglots]. Je veux partir pour l'avenir de mon fils.”

J'aimerais beaucoup aller dans un autre pays parce qu'ils m'aideront, pour mon avenir et celui de mon fils. J'irai n'importe où. Je veux aller quelque part où je n'aurai absolument pas à dépendre de la charité. Ma vie d'avant me manque tellement, j'avais de la dignité. Je dois tout le temps mendier [elle éclate en sanglots]. Je veux partir pour l'avenir de mon fils. Il n'a aucun ami et pas de vie.

Ma maison n'existe plus. Toute la ville de Homs n'existe plus. Ici, je ne fais pas la cuisine... Vous connaissez le kibbeh [un plat fait avec du boulghour, des oignons et de la viande hachée] et les feuilles de vignes farcies ? J'en faisais toujours pour les enseignants là-bas. Ils venaient et me payaient pour la nourriture.

Nous sommes fatigués, physiquement et moralement. Mon seul espoir, c'est de partir avec mon enfant. J'espère qu'il aura un bel avenir [Nadia commence à pleurer]. Je lui dis tout le temps d'étudier et d'apprendre bien l'anglais pour son avenir. Je suis fatiguée de réfléchir. Parfois, je n'arrive plus à respirer quand je réfléchis à comment m'en sortir. J'espère que je vais partir. Personne ne frappe à ma porte, personne ne veut me voir. C'est ma dernière vie. Tout ce à quoi je pense, c'est à ce qu'il va m'arriver après le mois de mai, où est-ce que je vais trouver l'argent ?

Je les supplie [la communauté internationale], je baiserais vos mains si vous m'aidez à partir. Mon fils a besoin de bottes pour l'hiver et j'ai besoin d'argent pour le gaz. Je lui répète d'être patient et que peut-être un jour il aura ce qu'il veut. Il aime m'aider, mais il est encore jeune. Je ne lui ai pas acheté d'habits pour l'Eid [vacances islamiques] et il ne m'a pas demandé. Il sait que nous n'avons pas d'argent.

J'irai dans n'importe quel pays qui m'accepte.





“Nous avons une vie de misère ici et nous savons que nous ne pouvons pas retourner en Syrie. Ici, on meurt et là-bas [en Syrie] on meurt d’une autre façon. Nous ne voulons plus souffrir.”

MARIAM (48 ANS).

Mariam est originaire d'une banlieue de Damas, la capitale syrienne. Elle a trois enfants, dont des adolescents jumeaux (un garçon et une fille). Elle est arrivée en Jordanie avec ses filles en septembre 2012. Elle habite avec une famille qui a accepté de les loger, elle et ses deux filles, quand elle n'a plus pu payer son loyer. Elles dorment toutes dans le salon. Mariam a dû laisser son fils vivre dans la rue parce qu'elle n'avait pas le droit de le prendre avec elle dans la maison. Depuis cette séparation, les deux jumeaux ont essayé de se suicider. Le fait de vivre avec un homme (le mari de la famille d'accueil) qui n'est pas de leur famille met très mal à l'aise Mariam et ses filles. Mariam a du mal à s'y faire. Elle a expliqué à Amnesty International qu'elle voulait laisser cette « vie de misère » et être réinstallée.

Mariam : J'ai trois enfants - des jumeaux de 19 ans [un garçon et une fille], et une fille qui a sept ans.

Avant, je louais une maison mais le propriétaire a voulu la récupérer parce que j'avais du retard pour payer mon loyer. Je cherchais une maison et la femme ici connaissait ma situation et savait que j'allais devoir quitter ma maison. Elle m'a dit que je pouvais venir chez elle, l'aider et vivre là gratuitement [en échange de m'occuper de sa fille handicapée, qui a cinq ans], mais seulement avec mes filles, pas avec mon fils.

Je dors avec mes filles dans le salon. La famille utilise une entrée et nous en avons une autre. La nuit, nous restons dans le salon. On ne peut pas aller et venir à notre guise parce que le mari [de la femme qui nous loge] est là. On n'ose pas utiliser la salle de bains. On ne peut même pas se changer quand on est seules dans la pièce. On doit rester ensemble parce qu'on n'est pas libres. Même la petite, si l'homme est là, elle ne joue pas. On ne se sent pas à l'aise ici.

En Syrie, j'avais peur d'être violée, arrêtée ou tuée et ici, j'ai peur pour mes filles. Si vous êtes malade ou si vous tombez, il n'y a personne pour vous aider. J'ai du mal à acheter des choses pour mes filles. Je ne choisirais pas la Jordanie. La Jordanie est le pays le plus cher de la région, c'est bien connu, donc c'est très difficile de vivre ici. Une femme qui vit avec un homme ne s'en sort pas. Alors moi ? Je suis seule. Je n'ai aucun revenu.

J'ai eu des problèmes de dos [qui se sont aggravés du fait de devoir porter l'enfant handicapée]. J'ai emprunté de l'argent à la femme chez qui j'habite pour payer un médecin. Le médecin a dit que je dois me faire opérer mais je n'en ai pas les moyens. J'ai remboursé ma dette et maintenant je n'ai rien. La femme avait [gardé] mon passeport jusqu'à ce que je la paie.

Ma fille a essayé de se suicider. Elle ne pouvait pas étudier, elle a dû emprunter de l'argent, elle devait m'aider et aider la femme de la maison, donc elle a essayé de se suicider. Elle s'est ouvert le poignet

avec un stylo. Il n'était pas très pointu. La plaie n'était pas très profonde et je l'ai aidée. Je lui ai dit d'être patiente.

Mon fils est arrivé après moi en Jordanie. Il a vu beaucoup de choses, c'est pourquoi il est devenu nerveux. Il a frappé ses sœurs. Parfois, il a essayé de me frapper mais je l'ai arrêté. Il a aussi essayé de se suicider.

Ce sont surtout mes enfants qui m'inquiètent. Mon fils a très peur. Il n'a pas le droit de travailler. S'il travaille, elles [les autorités jordaniennes] l'attraperont.

Je suis inscrite auprès des Nations unies et j'espère que je pourrai quitter le pays avec ma famille. Nous avons une vie de misère ici et nous savons que nous ne pouvons pas retourner en Syrie. Ici, on meurt et là-bas [en Syrie] on meurt d'une autre façon. Nous ne voulons plus souffrir. Nous ne pouvons pas manger ce que nous voulons, nous ne pouvons pas dormir quand nous le voulons.

[Pour sa photo, Mariam pose en fixant l'horizon. Quand Amnesty International fait une remarque sur sa pose et lui dit qu'elle ressemble à une star de cinéma, elle répond : « Je cherche un espoir, même s'il est loin. » Ses enfants l'appellent, « Mama ya mama » et elle répond « Je suis occupée, aujourd'hui, je suis une star de cinéma ».]

HAMOOD (21 ANS).

Hamood est un jeune homosexuel originaire de Deraa en Syrie. Il rencontre beaucoup de difficultés en Jordanie, où il est arrivé en mars 2013. Il a quitté la Syrie parce qu'il avait peur que certains groupes armés ne représentent une menace en raison de son homosexualité. Il a raconté à Amnesty International qu'en Jordanie son frère avait essayé de le tuer et qu'il avait été violé par six hommes. Il dit faire l'objet de discriminations et ne peut pas travailler en raison des restrictions qui existent en Jordanie. Il a effectué un entretien pour être réinstallé et espère qu'il pourra partir dans un nouveau pays, trouver un compagnon et être lui-même en public.

Hamood : C'est la guerre en Syrie qui m'a fait venir en Jordanie. J'ai dû quitter le pays en raison de la présence de Jabhat Al Nusra et d'autres groupes armés. Personne ne sait que je suis homosexuel à part mes amis.

Je vis tout seul ici. Après avoir quitté le camp de réfugiés de Zaatari (le plus grand camp de réfugiés en Jordanie), nous [Hamood et sa famille] avons été séparés. Je ne les ai pas revus [depuis]. J'ai des problèmes avec mon frère parce qu'il sait que je suis homosexuel, c'est pour ça que je suis parti. Il m'a menacé et a essayé de me tuer.

J'aimerais pouvoir retourner en Syrie parce que la vie là-bas est plus facile et plus miséricordieuse qu'en Jordanie. Ici, le gouvernement est contre l'homosexualité. C'était beaucoup mieux d'être homosexuel en Syrie. Ici, je ressens plus de pression. J'ai du retard sur mes loyers. Normalement, je devrais recevoir des bons alimentaires des Nations unies mais c'est ma famille qui les prend, pas moi.

Nous n'avons pas le droit de travailler. Il y a quelques jours, je suis allé chercher du travail et ils ont dit « Syriens, non, non, non ». J'ai demandé « Pourquoi ? Vous croyez que je vais empoisonner la nourriture ? » Parfois, je me fais payer en échange de relations sexuelles. Je trouve des gens sur un site internet. S'ils

ont un logement, je vais chez eux. C'est comme ça que je peux survivre, et je m'en sors à peine. Franchement, tout ce que j'ai dans la tête, c'est de retourner en Syrie, mais en Syrie, il n'y a que la mort.

[Un homme m'a conduit] dans une maison et il y avait six amis à lui, qui voulaient tous avoir des relations sexuelles avec moi, et ils m'ont forcé à le faire. Je ne pouvais bien entendu pas porter plainte, j'aurais été renvoyé en Syrie. Cela s'est passé il y a six ou sept mois. Je ne l'ai dit à personne parce que j'ai encore peur. Je ne sais pas comment j'arrive à le dire maintenant.

J'aime m'habiller [en femme]. C'est ce que je fais dans mon temps libre. Je ne peux pas faire ça dehors. Je vais vous montrer une photo d'un couple gay qui se marie. C'était [ici] en Jordanie. On est entrés en hommes puis on s'est changés et on a tout fait.

Mon ami travaille dans un salon de coiffure. Vous devriez nous voir quand on marche dans la rue ensemble. On a le droit à beaucoup d'insultes [des passants] et même la police nous parle n'importe comment. Ils disent : « Si seulement Dieu nous avait donné le pouvoir » ; ils veulent dire si on avait le pouvoir, on vous exécuterait tous. [En général] je ne prête pas attention à tout ça. On est menacés dans la rue tous les jours. Parfois, on attend qu'il fasse nuit [pour sortir]. On adore la pluie parce que les rues sont alors vides. En été, je ne sors qu'une ou deux fois de toute la saison. C'est très difficile.

Les pays arabes n'acceptent pas de réfugiés syriens, c'est connu. J'ai fait des entretiens [pour une réinstallation] pour partir dans un pays européen. Si j'y vais, je renaîtrai. Je pourrai considérer que j'ai une vie. Tout ce que je vois sur internet, la façon dont les gays vivent [c'est comme ça que je veux vivre]. La première chose importante que je ferai, c'est de travailler. Et si possible, je rencontrerai la bonne personne, qui deviendra mon compagnon pour toute ma vie. Mon rêve, ce serait de m'habiller en femme, de me maquiller et de sortir sans avoir de problème. Si un jour je faisais ça, même si je mourrais après, je serais content.



“Mon rêve, ce serait de m’habiller en femme, de me maquiller et de sortir sans avoir de problème.”



“[...] la mosquée nous a appelés pour nous dire que le régime avait empoisonné l'eau. Cette nuit-là, les bombardements aériens ont commencé. Je ne pouvais plus supporter tout ça. Pas pour moi, mais pour les enfants.”



**ALAA (33 ANS), DANA
(25 ANS), HAMAD
(7 ANS), RAMA (5 ANS).**

Alaa and Dana vivent avec leurs deux enfants, Rama et Hamad, dans un camp de réfugiés dans la région du Kurdistan irakien. Leur maison d'Alep, la plus grande ville de Syrie, a été détruite. Ils ont décidé de partir après des bombardements aériens et à cause de l'empoisonnement suspecté de l'eau. Ils veulent que leur fils Hamad, qui souffre de paralysie cérébrale, soit soigné. Alaa explique que l'hôpital d'Erbil ne veut pas lui venir en aide parce qu'il est Syrien.

Alaa : Nous sommes arrivés à Erbil en janvier 2014, nous sommes allés de la frontière au camp. Nous sommes originaires du gouvernorat d'Hasakah [dans le nord-est de la Syrie] mais nous vivions à Alep. Nous avions une maison là-bas mais malheureusement elle a été détruite. Je travaillais dans le secteur privé, dans une entreprise pharmaceutique. Au début du conflit, il n'y avait pas d'électricité et pas d'eau. Dès que le soleil se levait, nous n'avions plus le droit de sortir de chez nous et je ne pouvais pas aller chercher du lait [pour les enfants] ou quoique ce soit d'autre.

Les choses se sont empirées. Au début, il y avait des manifestations pacifiques mais ensuite, on a entendu des obus et des coups de feu. Le gouvernement a envoyé la police et l'armée. Beaucoup de gens ont été tués et on a vu plein de bâtiments détruits. Les enfants étaient terrifiés. Rama avait très peur et Hamad se réveillait et ne comprenait pas [ce qui se passait]. À chaque bombardement, tout le bâtiment tremblait et des vitres se brisaient... j'ai vu beaucoup de blessés. J'ai vu beaucoup de gens blessés par balles à la poitrine.

Mon travail s'est arrêté. Je n'avais plus de travail ni d'argent.

À la fin de 2012, vers le ramadan, la mosquée nous a appelés pour nous dire que le régime avait empoisonné l'eau. Cette nuit-là, les bombardements

aériens ont commencé. Je ne pouvais plus supporter tout ça. Pas pour moi, mais pour les enfants. On est sortis de l'immeuble et on a vu plein de gens qui partaient en même temps.

Je portais Hamad et Dana portait Rama donc on n'a rien pris d'autre, à part nos documents. J'ai pensé qu'il valait mieux partir. Il vaut mieux mourir dehors que d'avoir un immeuble qui vous tombe sur la tête.

J'ai loué une maison pendant 20 jours [dans un autre quartier d'Alep] mais nous n'avions rien. Il fallait que j'aille frapper chez les gens pour leur demander des choses. J'ai vieilli de 10 ans pendant ces 20 jours par ce que j'ai dû travailler tellement dur pour trouver ce qu'il fallait pour les enfants. Nous n'avions rien.

Nous sommes allés à Qamishly [une ville du nord-est de la Syrie] Après Qamishly, nous sommes allés à Maliki [une ville] près de la frontière irakienne, mais le prix des médicaments [pour soigner Hamad] était très élevé. Le régime syrien a bombardé Maliki. Je n'avais pas de travail et pas d'argent et [il n'y avait pas] d'école pour les enfants. C'est pour ça que je suis venu dans la région du Kurdistan irakien. Je suis arrivé directement au camp [de réfugiés] de Qushtapa. Nous n'avons pas notre famille. On se sent comme des étrangers.

Le plus gros problème ici en Irak, c'est qu'il n'y a pas de traitement pour l'enfant. Je suis venu au Kurdistan avec un espoir : soigner notre enfant ou au moins faire en sorte qu'il aille mieux. On nous a adressés à l'hôpital d'Erbil. Quand ils ont appris que j'étais syrien, ils ne m'ont pas aidé. Je n'ai pas de travail ici et la vie est beaucoup plus chère qu'en Syrie.

Je suis très content que le [HCR] m'ait dit que je partais [pour une place de réinstallation]. On ne connaît pas la date précise. Mon rêve, c'est avant tout pour Hamad - je veux qu'il aille mieux. Je sais que les gens sont traités comme des êtres humains [en Europe].

RECOMMANDATIONS

Pour les réfugiés, la réinstallation constitue une chance de reconstruire leur vie. C'est une solution concrète qui fait une différence énorme pour les réfugiés du conflit syrien les plus vulnérables. Pourtant, beaucoup de pays qui pourraient aider les réfugiés de Syrie choisissent de leur tourner le dos.

Amnesty International exhorte les pays riches à augmenter leurs efforts de manière significative pour accueillir un bien plus grand nombre de réfugiés de Syrie, aujourd'hui mais aussi à long terme.

Amnesty International appelle en particulier les gouvernements des pays à hauts revenus¹⁹ en Europe (notamment le Royaume-Uni, la France, l'Espagne, les Pays-Bas, la Norvège et le Danemark), aux Amériques (notamment le Canada, les États-Unis et l'Uruguay), les pays du CCG (notamment le Koweït et les Émirats arabes unis), dans la région

Asie-Pacifique (notamment l'Australie, le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Corée du Sud), ainsi que tous les autres pays qui ont les moyens et les ressources nécessaires pour réinstaller des réfugiés (par exemple le Brésil) à :

- Réinstaller au total 380 000 réfugiés de Syrie qui sont aujourd'hui dans les principaux pays d'accueil, avant la fin de 2016 ;

- Donner la priorité aux réfugiés les plus vulnérables, notamment les mineurs non accompagnés, les femmes et les filles à risque, les victimes de torture, les membres de la communauté LGBTI et ceux qui ont d'importants besoins médicaux. Les réfugiés palestiniens de Syrie doivent aussi avoir la possibilité d'être réinstallés ;

- Accélérer les procédures de réinstallation pour que les réfugiés puissent rapidement déménager.

PASSEZ À L'ACTION !

Vous pouvez aider les réfugiés de Syrie en participant à la campagne d'Amnesty International, #OpenToSyria (Ouvrez aux Syriens). Si nous ouvrons notre cœur, notre esprit et notre communauté aux réfugiés de Syrie et que nous exhortons nos gouvernements à les réinstaller, nous pourrions permettre à

des personnes qui sont parmi les plus vulnérables au monde de vivre en paix et en sécurité.

Pour plus d'informations et pour participer à la campagne #OpenToSyria, rendez-vous sur <https://storify.com/amnestyonline/open-to-syria>

NOTES

1. Le chiffre de 4 millions de réfugiés est basé sur un ensemble de chiffres publiés notamment par l'agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR), l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et le gouvernement turc. Pour plus d'informations, veuillez consulter *Left out in the cold: Syrian refugees abandoned by the international community* (Index AI : MDE 24/047/2014), 5 décembre 2014, p. 4, disponible sur www.amnesty.org/en/library/asset/MDE24/047/2014/en/f9a8340f-d247-4c84-b3b8-ce4e8cbebf0d/mde240472014en.pdf (consulté le 8 janvier 2015).

2. HCR, *Regional Refugee and Resilience Plan 2015-2016: In response to the Syria Crisis (3RP)*, 18 décembre 2014, disponible sur www.3rpsyriacrisis.org/ (consulté le 9 janvier 2015)

3. UNICEF, *Communiqué de presse. Quinze millions d'enfants pris dans des conflits majeurs : l'UNICEF déclare que 2014 a été une année dévastatrice pour les enfants*, 8 décembre 2014, disponible sur www.unicef.org/french/media/media_78058.html. Voir aussi <http://childrenofsyria.info/> (deux liens consultés le 9 janvier 2015).

4. UNICEF, *Sustaining the commitment to preventing a lost generation of Syrian children*, 24 septembre 2014, disponible sur www.unicef.org/infobycountry/70207_76025.html. Voir aussi <http://childrenofsyria.info/> (deux liens consultés le 12 janvier 2015).

5. Hormis le Liban, la Jordanie et l'Irak, les principaux pays d'accueil des réfugiés de Syrie sont la Turquie et l'Égypte.

6. Certaines des personnes interrogées par Amnesty International dans ce document ont depuis été réinstallées.

7. UNHCR, *Innovative Solutions Strategies in the Syria Situation, Annual Tripartite Consultations on Resettlement*, Genève, 25 juin 2014..

8. Organisation mondiale de la santé (OMS), *Relevé épidémiologique hebdomadaire. Programme mondial pour l'élimination de la filariose lymphatique : rapport sur l'administration massive de médicaments, 2010*, 26 août 2011, www.who.int/wer/2011/wer8635.pdf?ua=1 (consulté le 16 janvier 2015).
9. UNRWA, disponible sur www.unrwa.org/prs-lebanon (consulté le 12 janvier 2015).
10. HCR, *Resettlement and Other Forms of Admission for Syrian Refugees*, 9 janvier 2015, disponible sur www.unhcr.org/52b2febafc5.html (consulté le 12 janvier 2015).
11. Amnesty International, *Left out in the cold: Syrian refugees abandoned by the international community* (Index AI : MDE 24/047/2014), 5 décembre 2014, disponible sur www.amnesty.org/en/library/asset/MDE24/047/2014/en/f9a8340f-d247-4c84-b3b8-ce4e8cbeb0d/mde240472014en.pdf (consulté le 8 janvier 2015).
12. Amnesty International, *Left out in the cold: Syrian refugees abandoned by the international community* (Index AI : MDE 24/047/2014), 5 décembre 2014, disponible sur www.amnesty.org/en/library/asset/MDE24/047/2014/en/f9a8340f-d247-4c84-b3b8-ce4e8cbeb0d/mde240472014en.pdf (consulté le 8 janvier 2015).
13. HCR, *Regional Refugee and Resilience Plan 2015-2016: In response to the Syria Crisis (3RP)*, 18 décembre 2014, disponible sur www.3rpsyriacrisis.org/ (consulté le 9 janvier 2015).
14. Voir par exemple, Amnesty International, *Liban. Les nouveaux critères d'entrée imposés aux Syriens risquent de bloquer des réfugiés* (Index AI : MDE 24/002/2015), 6 janvier 2015, disponible sur <http://www.amnesty.org/en/library/asset/MDE24/002/2015/fr/ce189747-334d-4b03-abf6-916a1ad292f4/mde240022015fr.pdf> (consulté le 8 janvier 2015) ; Amnesty International, *Jordan: Children among Syrian refugees denied entry*, 19 août 2013, disponible sur www.amnesty.org/en/news/jordan-children-among-syrian-refugees-denied-entry-2013-08-19 (consulté le 8 janvier 2015) ; Amnesty International, *Growing restrictions, tough conditions: The plight of those fleeing Syria to Jordan* (Index AI : MDE 16/003/2013), 31 octobre 2013, disponible sur www.amnesty.org/en/library/info/MDE16/003/2013 (consulté le 8 janvier 2015) ; Amnesty International, *Surviving to struggle: Refugees from Syria in Turkey* (Index AI : EUR 44/017/2014), 20 novembre 2014, disponible sur www.amnesty.org/en/library/info/EUR44/017/2014/en (consulté le 2 décembre 2014) ; Amnesty International, *We cannot live here anymore: Refugees from Syria in Egypt* (Index AI : MDE 12/060/2013), disponible sur www.amnesty.org/en/library/asset/MDE12/060/2013/en/a864e9fc-76c5-44ea-ab96-bd9e96843fc2/mde120602013en.pdf (consulté le 12 janvier 2015) ; IRIN, <http://newirin.irinnews.org/syrian-refugees-restrictions-timeline/> (consulté le 14 janvier 2015).
15. Par exemple, les centres de santé reproductive ont été fermés en Jordanie, source : Syrian Refugees: Inter-Agency Regional Update, 29 septembre 2014 ; l'insuffisance de financements a conduit à réduire les services de santé au Liban, voir Amnesty International, *Agonizing choices: Syrian refugees in need of health care in Lebanon* (Index AI : MDE 18/001/2014), 21 mai 2014, disponible sur www.amnesty.org/en/library/info/MDE18/001/2014/en (consulté le 8 janvier 2015).
16. HCR, *Appel de fonds de l'ONU et ses partenaires de 8,4 milliards de dollars pour l'aide aux déracinés syriens*, 18 décembre 2014, disponible sur http://www.unhcr.fr/5492f4f1c.html#_ga=1.190064041.34432539.1422534825 (consulté le 9 janvier 2015).
17. Le HCR définit ainsi la réinstallation : « La réinstallation implique la sélection et le transfert de réfugiés d'un État dans lequel ils ont cherché la protection vers un autre État qui a accepté de leur offrir, en tant que réfugiés, le statut de résident permanent. Ce statut garantit une protection contre le refoulement et confère au réfugié réinstallé, à sa famille et autres personnes à sa charge, les mêmes droits que ceux dont bénéficient les ressortissants nationaux. La réinstallation offre également l'opportunité d'accéder ultérieurement à la naturalisation dans le pays de réinstallation. » Source : Manuel de réinstallation du HCR, disponible sur <http://www.unhcr.fr/5162da949.html> (consulté le 12 janvier 2015).
18. Le préambule de la Convention relative au statut des réfugiés de 1951 énonce : « Considérant qu'il peut résulter de l'octroi du droit d'asile des charges exceptionnellement lourdes pour certains pays et que la solution satisfaisante des problèmes dont l'Organisation des Nations Unies a reconnu la portée et le caractère internationaux, ne saurait, dans cette hypothèse, être obtenue sans une solidarité internationale. » Le Comité exécutif du Programme du haut-commissaire des Nations unies pour les réfugiés (EXCOM), qui est l'organe de gouvernance du HCR, a souligné maintes fois l'importance de la réinstallation, au cœur du partage de la charge et des responsabilités. Voir HCR, *Compilation thématique des conclusions du comité exécutif*, pages 498-505, disponible sur <http://www.unhcr.fr/4f5f52d69.pdf> (consulté le 12 janvier 2015).
19. En 2015, les pays à hauts revenus sont ceux qui disposent d'un revenu national brut (RNB) par habitant d'au moins 12 746 dollars (en utilisant la méthode Atlas de la Banque mondiale). Vous pouvez consulter la liste des pays à hauts revenus établie par la Banque mondiale sur <http://data.worldbank.org/about/country-and-lending-groups> (consulté le 16 janvier 2015).